



ORIV

PRATIQUES PROFESSIONNELLES ET LAÏCITE

Séminaire du 17 mars 2011

Centre Européen de la Jeunesse - Strasbourg

Paroles d'acteurs... Synthèse des Ateliers

Ce document rend compte des échanges entre professionnel-le-s lors d'ateliers simultanés organisés pendant le séminaire « Laïcité et pratiques professionnelles » du 17 mars 2011. Les objectifs étaient d'identifier ce qui faisait tension à partir de situations concrètes et quotidiennes.

La question de départ, similaire aux quatre ateliers, était la suivante : « Quelles sont les réalités que vous rencontrez au quotidien ? ».

L'animation des ateliers était assurée par l'équipe de l'ORIV, avec la présence dans chaque atelier d'une personne ressource pour apporter son éclairage, sa connaissance ou sa pratique du sujet. Ces personnes ressources étaient : Dounia Bouzar, anthropologue, Faiza Guélamine, sociologue, Jean-Claude Sommaire, Président du Conseil technique de la prévention spécialisée, Chahla Beski-Chafiq, formatrice à l'ADRIC.

Lors de ces ateliers, des enjeux similaires ont été abordés. Ce document de synthèse vise à en rendre compte. Il reprend des paroles de participant-e-s de manière anonyme et les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celles de l'ORIV.



La laïcité, un cadre qui prescrit

Lors des échanges en ateliers, il est apparu comme un préalable nécessaire le fait de réfléchir collectivement sur les notions et les concepts qui sous-tendent la laïcité et d'en clarifier les contours.

Si la laïcité relève d'un cadre législatif, les échanges ont mis en lumière la faiblesse de la connaissance du processus historique ayant été à l'origine de la laïcité, mais aussi de l'ensemble des fondements de la notion. Or se référer aujourd'hui à la laïcité nécessite, pour éviter les abus en termes d'interprétation de la part de ceux qui se revendiquent de cet héritage, comme de ceux qui le questionnent, de faire un travail de réappropriation de la notion.

« Il y a un cadre, mais il est lacunaire. En pratique les professionnels n'ont pas toujours de réponses ».

« La loi 1905 est un cadre qui est lui-même situé dans le cadre des principes de 1789. Nous-mêmes, travailleurs sociaux ou intervenants dans des collectivités locales, nous sommes situés dans des cadres. Nous ne sommes pas seuls face à un enfant qui réclame de manger du porc ou pas. Nous sommes situés dans un cadre et il y a souvent un projet derrière, il y a une mission. Et en ce qui concerne l'enfance en tout cas, cette mission est toujours émancipatrice. C'est aussi ce cadre-là qui peut influencer sur les pratiques que nous pouvons développer ou pas et les réactions que nous pouvons avoir ou pas. Et d'autre part, en général - ce n'est pas toujours le cas - dans les milieux éducatifs, il y a des équipes qui travaillent ces questions et qui réfléchissent. Ce n'est pas la relation d'un intervenant avec un enfant ou un jeune. Il faut se rappeler tout ça dans nos réflexions, d'aujourd'hui. »

Par ailleurs, associer exclusivement laïcité et religion (faits religieux), comme cela est souvent le cas dans une approche tronquée de la notion, apparaît dangereux, car réducteur par rapport aux dimensions qu'elle recouvre.

La laïcité, c'est aussi les principes de liberté (liberté de conscience), d'égalité (notamment égalité et liberté de conscience que se doit de garantir l'État) et la reconnaissance de la pluralité des formes de croyances comme de non-croyances. Cette dimension semble pour autant complexe dans sa mise en œuvre. Un certain nombre de participants ont exprimé leur inquiétude d'une interprétation de la laïcité trop limitative qui ne permettrait pas de tenir compte des revendications multiples liées à la diversité culturelle et culturelle de la société française actuelle.

« La question du fait religieux, c'est presque une chance pour la laïcité pour lui permettre de se questionner. »

« La laïcité c'est le respect de la diversité des croyances; dans les croyances, il y a aussi « l'incroyance », il y a aussi le fait d'être « agnostique », « interrogant », être dans le doute. Et dans la laïcité, quand on parle de croyance, il s'agit aussi de philosophie, de points de vue. »

« Je voulais parler du rapport entre la laïcité et la religion, de la sacralisation de la laïcité, etc. En fait, dès lors qu'un individu se revendique catholique, juif, musulman, etc. souvent ce qu'on peut lui renvoyer, c'est qu'il est incapable d'être laïc. Or il se trouve que ça n'a rien à voir... C'est très important de dissocier le caractère religieux, du caractère de la laïcité. Souvent on peut entendre, « je suis musulman et toi ? - Et bien, moi, je suis laïc... ». En gros, ça veut dire que le musulman ou le catholique, il est incapable d'être laïc ! Cette confusion est dans les esprits de beaucoup et du coup ça fausse tout ».

Pour autant, la connaissance du cadre législatif ne donne pas forcément de clés pour garantir la laïcité.

Pour certains participants, la multiplication de revendications religieuses dans le domaine des pratiques alimentaires notamment constitue une atteinte à celle-ci.

Ils s'inquiètent et s'interrogent :

- sur la difficulté d'application de la laïcité en raison de la multiplicité des références culturelles,
- sur le risque d'affaiblissement de la laïcité par la multiplication des compromis.

« Est-ce que l'on peut rester dans un cadre laïc tout en acceptant une accumulation de compromis qui peut-être la mettent en danger ? ». « Est-ce que ça ne met pas en danger le cadre laïc de notre société ? ». « Moi j'ai le sentiment d'un danger actuel pour la laïcité ». « Jusqu'où un État laïc va faire des concessions au profit du fait religieux ? »

« Est-ce qu'on n'est pas dans une surenchère au niveau des demandes de respect de certaines pratiques alimentaires ? ». Aujourd'hui la solution de proposer un repas avec ou sans viande ne suffit plus. « Ce n'est plus l'histoire de la viande ou pas viande, c'est la salade avec citron ou sans citron, c'est le fromage qui est fermenté ou pas,... En fait, ça devient de plus en plus précis et donc jusqu'où allons-nous pouvoir trouver des solutions comme ça ? »

La crainte d'une laïcité menacée s'inscrit également dans un contexte de questionnement de la part des professionnels qui essaient de comprendre le rapport complexe entre laïcité et islam. Une partie des professionnels s'interroge sur la focalisation par rapport à l'islam, alors que d'autres revendications religieuses et/ou expressions religieuses s'expriment au quotidien. Elles apparaissent comme relevant d'une légitimité différente alors que les pratiques liées à l'islam s'inscrivent dans un contexte de cohabitation supposée impossible entre islam et laïcité.

« [...] c'est évidemment sur l'Islam qu'on a tendance à focaliser cette question-là, mais malgré tout, on voit émerger un certain nombre d'autres tendances religieuses qui elles aussi viennent s'installer sur le terrain du social - notamment les « églises charismatiques », qui commencent à prendre pied - peut-être de façon moins visible parce que moins prescriptrices de comportements. Cela me semble important de pointer le fait que l'Islam, on le repère parce qu'il est fortement prescripteur au niveau alimentaire, au niveau vestimentaire, au niveau d'un certain nombre de rituels visibles dans l'espace public. Je pense que pour autant, d'autres religions peuvent être éventuellement tout aussi privatives du libre arbitre - de façon peut-être moins visible et plus insidieuse. On est sans doute moins attentif à ça. Je relie ça au fait que les financements publics en direction du travail social vont plutôt en s'amenuisant - on le sait tous - et que l'intervention du religieux apparaît aussi comme une aubaine pour les financeurs publics.

Je pense qu'il y a vraiment lieu de s'interroger sur cette question qui me semble très préoccupante. Et là, il ne s'agit pas que de l'Islam, il s'agit, je le redis, des églises charismatiques et d'autres mouvances diverses et variées. J'ai le sentiment que ces questions-là, on les occulte complètement et qu'on y voit plus une opportunité financière pour résoudre, pour l'instant, un certain nombre de problèmes sociaux, plutôt qu'une vraie problématique sur la durée, sur le long terme, qui quand même interroge sur la capacité de grandir, pour les jeunes, dans des conditions de liberté de penser. »

« N'y a-t-il pas quelque chose de l'ordre d'une surenchère autour de l'Islam ? A tel point que cette surenchère peut aboutir, y compris involontairement, à renforcer l'idée que l'Islam n'est pas compatible avec la République ? ». Pour le dire autrement, « ça ne va pas ensemble » - c'est ça qui se dit dans le discours politique actuel ; d'un certain point de vue en tout cas. »

« On peut s'interroger sur cette évolution identitaire, il faut l'inscrire dans un cadre plus général. Au niveau national on met en avant une revendication identitaire religieuse liée à l'Islam. Dans les faits les revendications identitaires sont beaucoup plus larges que cela. Ainsi, Eric Maurin, dans son ouvrage intitulé « Le ghetto français », montre que les revendications identitaires des plus nantis de notre société, ne sont jamais identifiées comme des revendications identitaires, mais comme quelque chose qui va de soi. »



Des professionnels démunis face à certaines revendications qui questionnent leurs pratiques

Lors des échanges en ateliers, les professionnels ont fait état du fait qu'ils étaient de plus en plus confrontés à des revendications religieuses, essentiellement référées à l'Islam. Ils ont manifesté également leur solitude face à ces questions. Alors même que la récurrence des questionnements durant les ateliers fait état de la multiplication de ces situations.

« Nous sommes des travailleurs sociaux qui intervenons dans des quartiers où il y a beaucoup de gens de confession musulmane et on est « les premiers interlocuteurs » de ces publics. Ce sont des situations qui sont nouvelles et pour lesquelles on n'a pas forcément de réponse mais sur lesquelles on apporte des éléments. Et on fait ce qu'on peut. »

Globalement, si les professionnels (éducateurs, travailleurs sociaux...) sont d'accord pour considérer qu'il faut apporter une réponse à ces demandes, ils s'interrogent sur la manière de le faire et sur le registre à mobiliser (le religieux, le droit...).

« Quel doit être le rôle des acteurs des politiques publiques ou des acteurs du travail social ou de l'action éducative. » « Quels sont les contours de nos actions qui ont à voir avec nos missions et qui effectivement, peuvent être ou sont de notre responsabilité face à ces questions d'expressions de faits religieux, de laïcité à faire respecter, etc. ? Ou à comprendre ou à expliquer ? ».
« Est-ce que moi en tant qu'éducateur, j'ai effectivement à répondre, sur le registre de l'interprétation religieuse, à ce qui est bien, ce qui n'est pas bien, ce qui est vrai, ce qui n'est pas vrai, alors que je suis le premier interlocuteur [de ce jeune] ? ».

Il apparaît que les réponses apportées sont le plus souvent construites de manière isolée, à partir des ressources dont dispose la personne (souvent d'ailleurs à partir du vécu personnel), relevant de fait du « bricolage ».

Les discussions en ateliers, en lien avec les personnes ressources, ont permis de proposer différentes réponses face à ces situations :

- Un travail préalable nécessaire des professionnels sur leurs représentations et leurs postures. La posture du professionnel est impactée par ses propres croyances, ses représentations.
- Ce risque est d'autant plus important si un travail en équipe n'est pas mené au sein de la structure. Il apparaît donc nécessaire de travailler ces questions collectivement, de partager les questionnements pour déterminer la posture professionnelle adaptée.
- L'approche collective permet également de disposer d'un référentiel commun permettant de situer les enjeux dans le cadre des pratiques professionnelles.
- La démarche collective et l'approche croisée avec d'autres professionnels peuvent également permettre une autre analyse de la situation vécue. La revendication religieuse peut cacher d'autres enjeux et relever d'une mauvaise interprétation de la situation (effet écran). Ainsi le travail au sein de réseaux professionnels s'avère aussi des points d'appui utiles pour mettre en place des actions.
- La formation est bien évidemment un point de départ pour se qualifier sur ces questions.

« Madame BOUZAR, vous avez commencé ce matin par dire quelque chose d'important : « on ne rencontre pas une religion ni une culture, mais on rencontre une personne qui s'approprie cette religion, cette culture ». Cela signifie aussi que les travailleurs sociaux regardent ces problématiques avec un certain nombre de représentations et que c'est sur ces représentations-là qu'il est nécessaire de travailler. Il faut déconstruire ces représentations. »

« Dans le travail éducatif on doit faire avec ce que l'on est (apparence physique, avec son histoire, son origine). Pour un éducateur, c'est la base de sa formation, c'est d'avoir présent à l'esprit que quand on va au travail, qu'on arrive avec ce que l'on est et à partir de là, il se passe des choses. L'inter-individualité c'est le quotidien de l'éducateur et cela peut se passer autour du thème du religieux, comme sur celui de la tenue vestimentaire, de l'apparence physique. »
« L'éducateur a toujours travaillé dans une situation inconfortable. Un travail sur soi est nécessaire pour le travailleur social pour qu'il soit au clair, à l'aise avec ses sujets, pour pouvoir enclencher la relation à l'autre. »

« C'est justement parce que les professionnels de la jeunesse n'ont pas de critères qu'ils sont déstabilisés et qu'ils appliquent leurs propres critères affectifs, leurs propres relations à la religion comme seul critère et que l'on tombe dans des choses extrêmes. Cela ne concerne pas que les travailleurs sociaux, mais l'ensemble des interlocuteurs des jeunes ; c'est bien cela le souci. C'est pour cela qu'il faut établir des référentiels communs, transparents avec des regards croisés, adaptés aux histoires et aux cultures, des institutions et des régions. Et c'est pour cela qu'il est important de ne pas laisser le professionnel seul avec son affectivité, son inconscient, et sa propre perception religieuse ou non religieuse. Il n'est pas possible d'être peu professionnel dans un domaine où l'on est professionnel par ailleurs pour tout le reste. »

Autre questionnement de la part des professionnels : le fait de se faire interpellé sur ses origines par ses collègues, sa hiérarchie ou les publics avec lesquels ils travaillent. Ainsi une participante, éducatrice spécialisée d'origine maghrébine, s'est vue demander de la part de son directeur de répondre à une jeune se posant des questions par rapport à sa foi, à la religion musulmane. Elle a alors orienté cette jeune fille vers des lectures.

« Dans la prévention spécialisée on constate un questionnement religieux des jeunes auprès d'éducateurs « d'origine maghrébine » et supposés être musulmans. On ne va pas s'étendre sur la sémantique, même si cela fait débat. Et notamment il y a cette question qui revient : « qu'est-ce que c'est être un bon musulman » ?

« En tant qu'intervenant social, jusqu'où je peux intervenir dans ce qu'on pourrait appeler « la conscience de la personne » tel qu'elle me la livre ? ». Est-ce que je dois dire « je n'ai rien à dire là-dessus ? ». Est-ce que je dois le travailler, mais comment ? Est-ce que je ne suis pas dupe du fait que comme je m'appelle « Fatima » ou comme je m'appelle « Edwige », on ne va pas m'interpeller de la même façon sur ces questions-là ?! Effectivement, je crois que ce sont de vraies questions auxquelles sont confrontées les équipes de travail. »



Une relation complexe entre jeunes et professionnels impactée par le « recours » au religieux

Si les professionnels s'interrogent sur leurs pratiques professionnelles, ils indiquent également qu'ils sont questionnés sur ces enjeux par les comportements des publics avec lequel ils sont amenés à travailler. C'est tout particulièrement le cas avec certains jeunes. Les profils professionnels des participants au séminaire, à savoir un nombre important d'éducateurs et d'animateurs intervenant auprès de publics jeunes dans une dimension éducative, expliquent qu'une partie des échanges dans les différents ateliers a porté sur les relations entre jeunes et professionnels et sur les pratiques professionnelles.

Nombre de professionnels s'interrogent sur le sens à donner au fait que des jeunes aient recours au religieux. Plusieurs interprétations ont été avancées :

- Il a été mis en avant que certains jeunes se construisent sur le plan identitaire à partir de la religion, en tout cas d'une pratique de celle-ci.
- Dans d'autres cas, l'absence de repères et la détresse des jeunes trouveraient un exutoire dans le recours au religieux, voire dans ses formes les plus extrêmes.
- Pour d'autres encore il s'agirait d'un moyen d'appartenance à un groupe.

Au-delà, s'interroger sur le sens de ces revendications a amené les professionnels à pointer un sentiment d'inutilité sociale au niveau d'une partie des jeunes, notamment ceux considérés à tort ou à raison comme

descendants d'immigrés. Plusieurs raisons ont été avancées : la non-reconnaissance par la société de leur statut de Français et l'absence de place qui leur est faite ainsi que la question de l'émancipation par rapport à la famille, au quartier.

« On parle de problème de construction identitaire pour beaucoup de jeunes qu'on dit encore « issus de l'immigration » après trois générations voire quatre générations. Cela montre bien qu'il y a eu un refus de la société d'accueillir. Et donc ces jeunes qui ne peuvent pas être français - parce qu'on ne leur reconnaît pas ce droit - et qui en même temps savent très bien qu'ils ne sont plus Turcs, Algériens - parce que quand ils retournent au *bled* ils n'y sont plus chez eux - à un moment donné, la solution religieuse offre une identité clé en main : c'est-à-dire « *je suis musulman* ». Et ce qui est très drôle c'est qu'en parlant avec des professeurs, certains me disaient « *en plus d'avoir trois nationalités, certains étaient musulmans !* ». C'était de la provocation, mais c'est rigolo de montrer que cela a un lien [...] ».

Ce qui ressort en fin de compte pour certains des jeunes, c'est qu'ils n'ont plus d'espoir. Ils ont même pour certains le sentiment d'inutilité sociale. Ils sont complètement paumés et en fin de compte - si je me souviens bien c'était les éducateurs qui en parlaient sur un des quartiers - ils sont récupérés par les intégristes, les « barbus » - je m'excuse si ce ne sont pas les bons termes, mais on les appelle comme on veut. Ils sont récupérés parce qu'en fait ces derniers mettent en avant une forme de solidarité, d'appartenance à un groupe que ces jeunes ne trouvaient pas ailleurs.

« On nous interpelle nous en tant qu'éducateur en nous demandant « ce que l'on voit à la télé ? C'est vrai ? La Lybie ? L'Iraq ? ». Suivant les contextes, ce n'est pas toujours gai. C'est le moins que l'on puisse dire ». Mais ce n'est pas extraordinaire que des jeunes gens aient ce genre de questionnement face à ce type d'actualité ». « Compte-tenu des implications politico-religieuses du débat, on a la trouille d'y répondre et en même temps, on les comprend. Ces interrogations, c'est un peu sensible : ouvrir la parole là-dessus aussi. Mais il faut organiser une réflexion collective qui leur permet de pouvoir confronter leurs points de vue avec d'autres points de vue, je ne dis pas que c'est facile ».

« Je leur renvoie des questions : « *est-ce que c'est dur d'être musulman en France ?* ». « *Est-ce que tu crois que la France donne une place à l'Islam ?* ». « *Est-ce que tu crois qu'ils ne nous aiment pas ?* ». « *Est-ce que tu crois que quelque part, on est responsable ?* ». Ça leur permet de réfléchir et de trouver aussi des réponses. »

Quoi qu'il en soit le professionnel n'a pas à orienter la pratique religieuse du jeune, mais à lui donner la possibilité de disposer d'un libre arbitre sur ce sujet, de le repositionner comme « sujet pensant », de lui permettre de se forger sa propre opinion, d'engager le dialogue avec lui.

«[...] C'est-à-dire que l'on relie la question de l'Islam à une autre culture, on relie la question de l'Islam à la question de l'immigration, et pour 99% des citoyens français, l'Islam c'est une autre culture. On le présente comme une essence, un ensemble de valeurs ficelées, qui seraient déjà déterminées, et qui détermineraient les gens. Or, l'Islam c'est comme les autres religions : ce n'est jamais qu'un texte que les gens vont relire. Et notre question à nous, travailleur social aujourd'hui, ce n'est pas ce que l'Islam dit, mais c'est bien pourquoi ce jeune-là, qui est en face de moi, met en scène, de cette façon-là, son Islam ; et pourquoi aussi il en existe d'autres interprétations. Et aussi, pourquoi il comprend plutôt ceci que cela dans le discours qui lui a été donné. C'est-à-dire que l'on revient à la notion de sujet et notre question c'est toujours la demande implicite qui existe sous la formulation religieuse.

Nous avons ensuite une troisième question qui n'est pas facile et que l'on n'a pas du tout traitée ce matin : une fois qu'on a accès à l'implicite de la mise en jeu du religieux, est-ce qu'il y a quelque chose qui relève de sa liberté de conscience ? Et où placer le curseur, pour comprendre qu'au contraire il y a justement cette autre demande qui peut être complètement différente et qui est sur le plan des relations humaines ? Donc effectivement, la question des représentations sur l'altérité présumée de l'Islam, du musulman, nous empêche d'appréhender ce sujet efficacement.

Ce que je veux dire par là est simple. C'est que les jeunes qui sont nés ici, pour beaucoup ont écouté la même musique, ont regardé les mêmes films, ont dragué les mêmes copines, se sont affrontés aux mêmes profs, et qu'ils soient noirs, marrons ou blancs, ils ont la même culture. Et, à partir de là, ils mettent en jeu des choses différentes, mais cela ne veut pas dire qu'ils ont une autre culture. Ils utilisent des outils et ils jouent avec nos représentations. »

Il s'agit également de replacer ces questions dans le cadre éminemment complexe de la construction identitaire au cours de l'adolescence. Cela suppose donc de travailler parallèlement la question du lien parental et de la transmission, mais aussi plus globalement de permettre au sein de la société française une autre approche de la question religieuse et notamment de l'islam.

[...] Je trouve que l'on ne pense pas suffisamment la question de la religion par rapport aux questions de la parentalité - il existe des réseaux sur la parentalité, il y a des dispositifs récurrents et puis les parents sont responsables... Donc, je trouve que ce ne serait peut-être pas inintéressant, plutôt que d'être dans l'évitement de la question du religieux, de poser la question du religieux et de la poser comme on a envie de la poser en tant que laïc. Et de la même manière, si l'on attend que la question du religieux soit posée par les extrêmes, on prend des risques.

La question de la transmission a été posée, et se dire que la transmission est un danger, c'est une erreur fondamentale. Nous savons parfaitement bien qu'un enfant qui est relié à une histoire est socialisé dans des règles qui font qu'il peut s'ouvrir aux autres. S'il n'a pas d'histoire, s'il est un OVNI... on tombe dans des choses qui sont difficiles. Et parfois, dans les situations d'immigration, on voit bien que cette transmission est difficile. Je pense que ce type de réflexion n'est pas contradictoire avec le « vivre ensemble ». Ils se complètent de manière formidable. On n'a pas des identités uniques, on a des identités multiples. Alors allons-y... On n'a pas des langues uniques, mais des langues multiples... alors ouvrons. »

[...] la famille est un facteur à prendre en compte, mais avant tout notre action se dirige vers le jeune, et en effet, tisser des liens trop particuliers avec la famille peut à un moment ou à un autre casser la relation qu'on a avec le jeune (relation de confiance) et puis un petit peu fausser le jeu. [...]

Par rapport à la laïcité par exemple, je pense qu'un travail avec les parents est absolument nécessaire pour la laïcité mais ce n'est pas le rôle exclusif des éducateurs : il faut que ce soit le centre social, il faut que ce soit les autres acteurs... C'est absolument indispensable que ce travail soit fait - ne serait-ce que pour décloisonner ce principe de la laïcité qui est vécu comme un principe « anti telle ou telle religion ». alors que ce n'est pas du tout ça.

« Quand on parle de la parentalité, n'oublions pas qu'il y a encore 5 ou 6 ans, on parlait des parents démissionnaires et je pense que cette politique a amené à dire qu'il fallait faire quelque chose pour que ces parents puissent prendre un peu de responsabilité - parce qu'ils ne savent pas ce qu'il faut faire. Et je pense que le fondement de cette histoire de parentalité est complètement ambigu. Par contre ce que nous pouvons faire, c'est qu'aujourd'hui, les parents qui ont perdu ou qui ne croient plus à leur potentiel d'éducateur, il faut leur redonner cette possibilité et les soutenir dans cette démarche-là. »

Les professionnels ont rappelé la place incontournable de l'école en termes de connaissance des religions. Ils soulignent effectivement la méconnaissance des religions ou plus exactement du fait religieux.

[...] c'est vrai que maintenant on est confrontés à des jeunes qui viennent et qui nous disent « *on ne peut pas manger ça pour telles raisons* ». [...] Ils se focalisent peut-être sur les tenues vestimentaires, l'alimentation qui sont peut-être les concepts les plus simples à mettre en avant, à comprendre et effectivement il y a tout un pan de la religion et des préceptes qu'ils ne connaissent pas ou qu'ils n'intègrent pas. »

L'école française au niveau de la transmission de la connaissance sur le religieux, c'est catastrophique. [...] Il faut donc aborder au sein de l'école laïque française, les religions telles qu'elles sont aujourd'hui et pas telles qu'elles étaient hier - ce qui ne veut pas dire que l'histoire n'est pas intéressante ; elle est nécessaire, mais en relation avec ce que cela veut dire d'être musulman, chrétien, juif, bouddhiste, hindou... [...]

Ce que j'essaie de voir, c'est comment transmettre de manière maligne, des connaissances anthropologiques sur le religieux à l'aide de références historiques - puisque c'est nécessaire.

[...] Je me demande comment dans l'Education nationale – qui est un très bel outil de transmission des connaissances – on peut faire ça ? »

Traiter de ces questions c'est finalement questionner, d'une part, la place des religions dans notre société sécularisée, mais aussi la place de certaines religions, impactées par un passé marqué par les tensions et les rapports dominants-dominés et le contexte colonial. Ainsi, il faut à la fois faire comprendre au jeune que la laïcité dans son esprit n'est pas contre les musulmans, mais aussi permettre la reconnaissance effective de toutes les religions. Cela peut notamment passer par une inscription dans les programmes scolaires de l'histoire des religions et plus globalement du fait religieux.

La focalisation sur ces questions et la multiplication des revendications, qui relèvent parfois de la provocation, apparaissent également pour certains comme le résultat d'une « culturalisation » des problèmes.

L'évolution des catégories visant à nommer les publics, notamment les jeunes, illustre ce constat, passant ou alternant la référence aux « enfants d'immigrés », « jeunes issus de la seconde génération », « jeunes arabes », voire aujourd'hui « jeunes musulmans ».

Dounia BOUZAR (personne ressource)

« C'est-à-dire qu'en fait l'Islam a toujours été une différence mais on nommait les gens à partir de critères plutôt historiques : « les enfants d'immigrés », « la deuxième génération », après il y a eu la question des « beurs », sur laquelle je vais revenir, et maintenant on dit « les jeunes musulmans ». On voit bien que dans la façon de nommer les choses, quand on choisit un critère pour nommer les gens, ce n'est pas le choix du hasard : c'est un rapport de domination, c'est un rapport économique, c'est un rapport historique, c'est une production historique, c'est une production économique, et à un moment donné, on prend soit un critère historique, soit un critère de « mélamine » dans certains pays, soit un critère religieux... Ce n'est pas le fruit du hasard. C'est-à-dire que l'Islam est une différence, puis elle devient une catégorie. Cela veut dire que l'on en parle comme une entité homogène qui serait déjà prédéterminée et surtout que l'on pense à leur place. On ne les laisse pas se définir directement. »

Faïza GUELAMINE (personne ressource)

Même si on n'est pas dans un état laïc - on l'est de fait - mais par rapport à ce que vous dites, on vient ramener du religieux là où il n'y en a pas, là où il y a du social, là où il y a des questions qui se posent – y compris par rapport à la loi, etc. Ce qui va venir renforcer une éventuelle stigmatisation, mais ce qui va donner aussi du grain à moudre y compris aux personnes qui ont assigné ce plan identitaire à cette place-là. Et quand vous avez des publics vulnérabilisés, je l'ai dit toute à l'heure, il me semble qu'il faut être extrêmement vigilants. On pourrait prendre le pendant de la façon dont la question du « genre » est traitée dans le travail social ou dans la société française. On est dans les mêmes - pas tout à fait, il y a des nuances - mais on est quand même dans les processus proches.